PROJET DE LOI N° 51

Am I
Art. 39.

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 39 du projet de loi, le suivant :

« 39.1 Le Fonds d'aide aux recours collectifs doit, à l'expiration d'un délai de 3 ans de l'entrée en vigueur de l'article 27 de la présente loi, faire au ministre de la Justice un rapport sur l'application de l'article 43 de la Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1) et sur l'opportunité de le modifier.

Ce rapport est déposé par le ministre à l'Assemblée nationale dans les 30 jours suivant sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours suivant la reprise de ses travaux. La commission compétente de l'Assemblée nationale étudie ce rapport dans l'année qui suit la date de son dépôt. ».

Adopté

PROJET DE LOI N° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

Am 2
Art. 29

AMENDEMENT

ARTICLE 29

Modifier le texte anglais de l'article 29 du projet de loi par le remplacement de « may be held » par « may occasionally be held ».

COMMENTAIRES

L'amendement est proposé pour assurer la concordance avec le texte français du projet de loi, lequel exprime mieux la proposition de la ministre qui est de permettre à la Cour d'appel de tenir, occasionnellement, des séances dans d'autres lieux que les territoires de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal.

APERÇU DE LA MODIFICATION PROPOSÉE AU PROJET DE LOI

29. Section 18 of the Act is amended by inserting the following sentence after the first sentence of the first paragraph: "On a decision of the Chief Justice made in accordance with the rules of the Court, the sittings of the Court may **occasionally** be held at the chief-place of another judicial district."

TEXTE FRANÇAIS DE L'ARTICLE 29 DU PROJET DE LOI

29. L'article 18 de cette loi est modifié par l'insertion, après la première phrase du premier alinéa, de la phrase suivante: « Sur décision du juge en chef prise conformément aux règles de cette cour, elle peut occasionnellement siéger à tout autre chef-lieu des districts judiciaires. ».

Adopté

PROJET DE LOI N° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

Am 3
Art. 6

AMENDEMENT

ARTICLE 6

Modifier l'article 6 du projet de loi par le remplacement de « télémandat » par « la demande du télémandat ».

COMMENTAIRES

L'amendement proposé apporte une précision permettant d'assurer l'insertion, à l'article 101 du Code de procédure pénale, de « par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication ne permettant pas la communication sous forme écrite » après la première occurrence du mot télémandat.

APERÇU DE LA MODIFICATION PROPOSÉE AU PROJET DE LOI

6. l'article 101 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première phrase et après « **la demande du** télémandat », de « , par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication ne permettant pas la communication sous forme écrite, ».

Adapté
au

Projet de loi n° 51

LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS DISSUASIVES

AMENDEMENT

Article

Modifier l'article 20.5 du projet de loi par l'insertion, après "est démis" de "est suspendu".

Adopté

Projet de loi n° 51

LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS DISSUASIVES

AMENDEMENT

Article 20.1

Insérer, après l'article 20, le suivant :

« **20.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 139, du suivant :

«**139.1** Le président du conseil de discipline ou, si ce dernier n'a pas encore été désigné, le président en chef peut, dans les conditions qu'il détermine, ajourner une audition si les circonstances le justifient. ».

COMMENTAIRES

L'amendement vise à insérer dans le projet de loi, après l'article 20, un article 20.1 qui introduit au Code des professions l'article 139.1 afin de permettre au président du conseil du discipline d'un ordre professionnel ou au président en chef, lorsque le président du conseil de discipline n'a pas encore été désigné, de décider seul de l'ajournement d'une audition, si les circonstances le justifient.

Actuellement, il est exigé que la décision d'ajourner une audition soit prise par l'ensemble du conseil de discipline, soit par les trois membres, et cela alourdit considérablement le processus de traitement des dossiers en allongeant inutilement les délais.

Adapté ae

PROJET DE LOI N° 51

Am 6
Art. 22

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

AMENDEMENT

Remplacer l'article 22 par le suivant :

22. L'article 167 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3), modifié par l'article 169 du chapitre 15 des lois de 2015, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 8°, des suivants :

« 8.1° le président en chef du Bureau des présidents des conseils de discipline;

« 8.2° un président de conseil de discipline choisi après consultation de l'ensemble des présidents qui composent le Bureau des présidents des conseils de discipline et qui n'en est pas président en chef adjoint; ».

COMMENTAIRES

L'article 22 du projet de loi modifiait l'article 167 de la *Loi sur la justice administrative* (chapitre J-3) pour augmenter de neuf à onze, dans la composition du Conseil de la justice administrative, le nombre de sièges attribués aux personnes qui ne sont pas membres de l'un des organismes de l'Administration dont le président est membre du Conseil de la justice administrative.

L'augmentation du nombre de sièges visait à permettre de conserver la majorité des sièges à ces personnes car l'ajout de deux membres du Bureau des présidents des conseils de discipline dans la composition du Conseil avait pour conséquence de transférer la majorité des sièges aux membres des organismes de l'Administration.

Or, l'article 169 de la *Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail* (2015, chapitre 15) est venu récemment modifier l'article 167 de la *Loi sur la justice administrative* afin de réduire le nombre des membres des organismes de l'Administration en raison de la suppression des sièges attribués à deux organismes (CLP et CRT) qui n'existeront plus. Il n'est donc plus nécessaire de procéder à une augmentation du nombre de sièges attribués aux personnes qui ne sont pas membres de l'un des organismes de l'Administration puisqu'ils conservent la majorité malgré les sièges attribués au Bureau des présidents des conseils de discipline.

Adopté
ce

ANCIEN ARTICLE 22

PROJET DE LOI N° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

22. L'article 167 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 8°, des suivants :

« 8.1° le président en chef du Bureau des présidents des conseils de discipline;

« 8.2° un président de conseil de discipline choisi après consultation de l'ensemble des présidents qui composent le Bureau des présidents des conseils de discipline et qui n'en est pas président en chef adjoint; »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 9°, de « neuf » par « onze ».

PROJET DE LOI N° 51

Am 7
Art. 23

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

AMENDEMENT

Remplacer l'article 23 par le suivant :

« **23.** L'article 168 de cette loi, modifié par l'article 170 du chapitre 15 des lois de 2015, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « paragraphes 2°, 4°, 8° et 9° » par « paragraphes 2°, 4°, 8°, 8.2° et 9° » et de « paragraphes 1° à 8° » par « paragraphes 1° à 8.2° ».

COMMENTAIRES

L'amendement vise à remplacer l'article 23 par une nouvelle version afin de tenir compte de la récente modification de l'article 168 de la *Loi sur la justice administrative* (chapitre J-3) par l'article 170 de la *Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail* (2015, chapitre 15).

ANCIEN ARTICLE 23

23. L'article 168 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « paragraphes 2°, 4°, 6°, 8° et 9° » par « paragraphes 2°, 4°, 6°, 8°, 8.2° et 9° » et de « paragraphes 1° à 8° » par « paragraphes 1° à 8.2° ».

Adopté

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 23.1, le suivant :

« **23.2** L'article 184.2 de cette loi, modifié par l'article 171 du chapitre 15 des lois de 2015, est de nouveau modifié :

- 1° par le remplacement, dans le premier alinéa de « cinq » par « sept »;
- 2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « deux » par « trois »;
- 3 °par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « trois » par « cinq ».

COMMENTAIRES

L'amendement vise à insérer dans le projet de loi, après l'article 23.1, un article 23.2 afin de modifier la composition du comité chargé d'examiner la recevabilité des plaintes. La nouvelle composition de ce comité tient compte de l'ajout dans la composition du Conseil de la justice administrative des deux nouveaux membres issus du Bureau des présidents des conseils de discipline.

Adopté
ae

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 23.2, le suivant :

« **23.3** L'article 186 de cette loi est modifié par l'ajout, après le troisième alinéa, du suivant:

« Si la plainte est portée contre un président ou un vice-président de l'un des organismes de l'Administration dont le président est membre du Conseil, le troisième membre du comité est choisi parmi les membres du Conseil ou parmi les noms inscrits sur les listes établies par les présidents de ces organismes. Il ne doit toutefois pas être membre de l'organisme dont le président ou le vice-président fait l'objet de la plainte. ».

COMMENTAIRES

L'amendement vise à éviter, pour des motifs liés à l'impartialité, l'indépendance et la tranquillité d'esprit, que lorsqu'il s'agit d'enquêter sur la conduite d'un président ou d'un vice-président, le troisième membre du comité d'enquête soit un membre de l'organisme dont ce président ou ce vice-président est issu.

Adopté

Projet de loi n° 51

LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA
JUSTICE PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS
DISSUASIVES

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 23, le suivant:
Article 23.1 L'article 184 de cette loi est modifié par
l'ajout après le premier alinéa du suivant:

« Lorsque la plainte est portée contre
l'un des présidents membres du Conseil, ce
dernier ne peut participer aux séances du
Conseil, tant qu'une décision finale n'a pas été
rendue sur cette plainte, et doit y être remplacé,
durant cette période, par le vice-président
de l'organisme dont le président visé est
membre. »))

Adopté

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 38 du projet de loi, ce qui suit :

« RÈGLEMENT CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES À PÉAGE EXPLOITÉES EN VERTU D'UNE ENTENTE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

« **38.1** L'article 35 du Règlement concernant les infrastructures routières à péage exploitées en vertu d'une entente de partenariat public-privé (chapitre P-9.001, r. 3) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « un employé du partenaire désigné » par « une personne désignée »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « majeur » par « majeure »;

3° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° ne pas avoir, au cours des 5 dernières années, été déclarée coupable ou s'être avouée coupable d'une infraction criminelle ayant un lien avec les activités qu'elle pourra exercer dans le cadre de cette désignation, à moins qu'elle n'ait obtenu un pardon; ».

COMMENTAIRES

L'amendement est proposé pour assurer la concordance avec la modification apportée par l'article 24 du projet de loi à l'article 20 de la Loi sur les partenariats en matière d'infrastructures de transport (chapitre P-9.001).

APERÇU DE LA MODIFICATION PROPOSÉE AU RÈGLEMENT

35. ~~Un employé du partenaire désigné~~ **Une personne désignée** par le ministre des Transports à titre de personne chargée de l'application de la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (chapitre P-9.001) aux fins de la rédaction du rapport d'infraction visé à l'article 62 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) doit, au moment de sa désignation, satisfaire aux conditions suivantes:

1° être majeur **majeure**

2° ~~ne pas avoir, au cours des 5 dernières années, été déclaré coupable ou s'être avoué coupable d'une infraction criminelle ayant un lien avec les activités qu'il pourra exercer dans le cadre de cette désignation, à moins qu'il n'ait obtenu un pardon;~~

2° ne pas avoir, au cours des 5 dernières années, été déclarée coupable ou s'être avouée coupable d'une infraction criminelle ayant un lien avec les activités qu'elle pourra exercer dans le cadre de cette désignation, à moins qu'elle n'ait obtenu un pardon;

3° avoir fait la déclaration sous serment prévue à l'annexe 1 devant une personne autorisée à recevoir le serment.

Adopté

PROJET DE LOI N^o 51

LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS DISSUASIVES

Amendement

Article 18

Modifier l'article 18 du projet de loi en remplaçant « 1000\$ » par « 750\$ ».

Adopté
ce

PROJET DE LOI N° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

Am 13
Art. 0.1

AMENDEMENT

Insérer, après la formule introductive, ce qui suit :

« CODE DE PROCÉDURE CIVILE

« **0.1.** L'article 339 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Une partie à une instance peut, en raison de sa situation économique, demander d'être dispensée du paiement des frais exigés par journée d'audience requise pour l'instruction au fond d'une affaire. Une telle dispense est exceptionnellement accordée par le tribunal, totalement ou partiellement, en tenant compte de tout facteur approprié, y compris de ceux qui peuvent être définis par un règlement du gouvernement, s'il lui est démontré que le paiement de ces frais entraînerait pour cette partie des difficultés à ce point excessives qu'elle ne sera pas en mesure de faire valoir son point de vue valablement.

Cette demande de dispense peut être faite à tout moment de l'instance; elle suspend l'obligation de payer les frais qui en sont l'objet jusqu'à ce que le tribunal en dispose. La décision du tribunal est sans appel. Le tribunal peut néanmoins, même d'office, révoquer la dispense qu'il a accordée ou revoir sa décision de ne pas l'accorder si un changement significatif dans la situation économique de la partie le justifie.

Le tribunal ne peut toutefois accorder une telle dispense si elle s'inscrit dans le cadre d'une demande en justice ou d'un autre acte de procédure qui, émanant de la partie, est manifestement mal fondé, frivole ou dilatoire ou est autrement abusif. ».

Adopté

PROJET DE LOI N° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace
et les amendes aux mineurs plus dissuasives

Am 14
Art. 40

AMENDEMENT

ARTICLE 40

À l'article 40 du projet de loi :

- 1° remplacer, dans le paragraphe 1°, « 1 à 3 » par « 0.1 à 3 »;
- 2° remplacer, dans le paragraphe 1°, « 22 et 23, » par « 22, 23 et 23.2, ».

APERÇU DE LA MODIFICATION PROPOSÉE AU PROJET DE LOI

40. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception :

1° des articles ~~1~~ **0.1 à 3**, 8 à 11, 14 à 20, ~~22 et 23~~ **22, 23 et 23.2**, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

2° du paragraphe 1° de l'article 30, des paragraphes 1° et 3° de l'article 31 et de l'article 32, qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

Adoptée